

Lettre ouverte de Philippe Meirieu à Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale

27 décembre 2008

lundi 29 décembre 2008

Voici de larges extraits de la lettre ouverte de Philippe Meirieu. J'ai sauté les passages qui concernent moins la Belgique, parce qu'ils se réfèrent à une actualité essentiellement française. M. S.

Pour lire le texte complet, voir [l'article](#) sur le site de [Philippe Meirieu](#).

Monsieur le Ministre,

J'ai déjà dit, à plusieurs reprises, à quel point j'estimais le professeur, l'humaniste, le lettré et le grand connaisseur de l'Éducation nationale que vous êtes. Pour autant, je n'ai jamais caché mes profonds désaccords avec vous. Nous croyons, en effet, l'un et l'autre, que l'avenir de la démocratie dépend de notre capacité à ne pas traiter nos adversaires en ennemis et à tenter de dépasser ensemble, autant que possible, nos inévitables différends pour esquisser un peu de « bien commun »... Or, aujourd'hui, Monsieur le Ministre, je suis vraiment très inquiet.

(...)

Oubliée, ou presque, l'éducation prioritaire qui impose un travail d'accompagnement pédagogique minutieux des écoles et établissements « difficiles ». Oubliées, ou presque, les initiatives artistiques et culturelles en direction des élèves les plus défavorisés pour qu'ils accèdent aux oeuvres les plus exigeantes. Oubliés, ou presque, les mouvements pédagogiques et d'Éducation populaire qui permettent aux enseignants de trouver des appuis et de solliciter des complémentarités... La politique que vous menez s'appuie sur le présupposé implicite que la pression consumériste sur l'école va compenser tout cela ! Alors qu'en réalité, elle contribue au développement des ghettos... D'un côté, de bons établissements qui recrutent de bons élèves et se prévalent de bons résultats pour obtenir de nouveaux crédits. De l'autre les laissés-pour-compte où quelques « saints laïcs » réussissent, parfois, contre vents et marées à faire exister un peu de « véritable école ». Certes, cette situation n'est pas totalement nouvelle, mais tous les observateurs s'accordent, aujourd'hui, pour souligner qu'elle empire : non seulement la fracture scolaire ne se résorbe pas, mais elle continue de s'accroître.

Votre politique est dangereuse parce qu'en externalisant le traitement des difficultés d'apprentissage vers une multitude de structures de soutien ou en les traitant de manière technocratique à l'aide de prothèses pharmaceutiques et paramédicales, elle vide inexorablement la classe de sa substance [1] Au lieu de travailler à mobiliser tous les élèves sur les savoirs, on se résigne petit à petit au darwinisme scolaire systématique : les déversoirs sont là pour récupérer les inadaptés ! Au lieu d'actions globales au sein de projets d'école ou d'établissements cohérent, on juxtapose des interventions individuelles pour « rectifier » les individus ! Vous prétendez lutter contre l'inégalité d'accès aux officines privées en mettant en place des stages pendant les vacances ou de l'aide personnalisée en primaire. Mais, outre que vous mettez à mal le rythme de vie des enfants, déjà bien compromis, vous enclenchez ainsi un mouvement qui conduit inexorablement à réduire l'acte pédagogique à une transmission frontale de plus en plus formelle... agrémentée d'une offre de dispositifs externes de remédiation qui, inévitablement, accroîtra les inégalités. Car, en réalité, notre système scolaire tout entier devient une usine à gaz totalement incompréhensible

pour les familles populaires. Tandis que les enseignants se transforment en « guichets de service », disponibles pour les familles qui savent les instrumentaliser.

(...)

À terme, c'est toute l'institution scolaire qui risque de se réduire comme une peau de chagrin, avec l'habillage traditionnel du « retour aux fondamentaux » ! Évidemment, nul n'est hostile aux fondamentaux... Mais la question est de savoir ce qui est fondamental ! Par exemple, je fais partie de ceux qui militent, depuis toujours, pour que l'École fasse de « l'entrée dans l'écrit » une priorité absolue. Mais, si « entrer dans l'écrit », c'est évidemment savoir dessiner des lettres et les agencer, maîtriser l'orthographe et la grammaire, réussir ses dictées... c'est aussi entrer dans l'intentionnalité d'une communication différée, accepter de laisser une trace de soi, renverser des contraintes de la langue en ressources pour la pensée. Cet apprentissage-là doit s'effectuer en même temps que celui des « mécanismes » de l'écriture, dans une école ambitieuse qui s'appuie sur la diversité et la coopération des élèves, qui ne passe pas son temps à « dépister » les problèmes ou les lacunes de chacun, mais qui sait repérer les points d'appui et inventer des situations stimulantes.

Car telle est bien la frontière - ténue, je l'avoue, mais absolument indispensable - entre le « dépistage » et le « repérage » : le dépistage se focalise sur les « dys » et les traite dans un paradigme pharmaceutico-médicalo-judiciaire. Le repérage, lui, est alliance avec une personne qu'on ne réduit ni à des symptômes ni à des résultats de tests ou évaluations. Le repérage classe parfois, mais connaît la fragilité infinie des étiquettes et des classifications... C'est pourquoi il laisse toujours une chance d'échapper à l'enfermement dans la pathologie et, surtout, il s'efforce de créer cette chance en imaginant des médiations qui permettent au sujet d'entrer dans la culture et de s'exhausser, par là, au-dessus de ses problèmes [2]

Au fond, Monsieur le Ministre, votre politique décourage les enseignants parce qu'elle met à mal leur identité de « professeurs ». Dans un système où le libéralisme et la technocratie s'associent de plus en plus pour permettre le développement des stratégies individuelles de « réussite », les enseignants sont réduits à des dépisteurs, à des orientateurs, voire à des douaniers... eux qui ont la vocation de « passeurs » chevillée au corps. Résultat : le moral des troupes est au plus bas partout et les enseignants du primaire sont, eux, « au fond du trou ».

(...)

...il est impossible d'ignorer les nouveaux défis auxquels ces enseignants ont à faire face aujourd'hui : recompositions familiales, difficultés sociales de toutes sortes, surexcitation psychique des enfants chauffés à blanc par le capitalisme pulsionnel, etc. Vous avez pointé du doigt des situations scolaires « relâchées », en oubliant à quel point c'est toute notre société qui devient dangereuse pour les enfants et les adolescents en développant un environnement profondément toxique et contraire aux exigences d'attention, de concentration et de réflexion qui permettent de « faire l'École ». Vous avez désigné des boucs émissaires, quand il aurait fallu impulser un sursaut éducatif à la Nation tout entière. Vous avez laissé entendre que, sous la coupe de pédagogistes irresponsables, les instituteurs auraient fabriqué des cohortes de dyslexiques, quand il aurait fallu profiter des compétences pédagogiques élaborées depuis longtemps dans l'enseignement primaire pour faire de la maîtrise de l'écrit une grande cause nationale....

(...)

Je partage assez largement l'analyse que vous avez faite pour engager cette réforme ainsi que les principes que vous avez énoncés : faire de la classe de seconde un moment de découverte et d'exploration des possibles, donner une culture commune solide à tous et favoriser un choix réfléchi en matière d'orientation, améliorer le suivi des élèves, les former au travail personnel et en équipe, à la recherche documentaire, à la démarche expérimentale... Tout cela est, en effet, tout à fait indispensable.

(...)

Mais, en réalité, plus encore que d' « États généraux du lycée », c'est de véritables « États généraux de

l'Éducation » dont nous avons besoin, afin de remettre à plat l'ensemble des projets éducatifs du gouvernement, de construire une véritable alternative républicaine cohérente, articulant tous les degrés du système scolaire et universitaire avec la « formation tout au long de la vie », clarifiant les responsabilités de chaque partenaire, interrogeant tout autant le rôle des médias que celui des familles... afin de dégager des principes d'actions sur lesquels s'adosser pour penser notre avenir. Il faut cesser de juxtaposer des réformes dictées par le seul souci de réduire l'importance de la fonction publique, de faire des économies à court terme ou de satisfaire tel ou tel lobby proche du pouvoir. Il faut se demander à quelles conditions nos enfants peuvent affronter sereinement le monde, en comprendre les problèmes et construire ensemble une société plus solidaire. Il faut se redonner des finalités claires qui puissent servir de référence à toutes les initiatives éducatives [3]. Bref, il faut identifier ce que pourrait être un « socle commun » de l'éducation républicaine... et non seulement, comme nous l'avons aujourd'hui, un « socle commun » de l'enseignement minimal. Y êtes-vous prêt Monsieur le Ministre ?

-o0o-

J'ai eu la chance, personnellement, de dialoguer avec vous de manière approfondie [4]. Certes, tous les malentendus entre nous n'ont pas été levés : vous continuez toujours, semble-t-il, à me considérer assez largement comme un « pédagogue libertaire » qui fait toujours prévaloir l'intérêt spontané de l'enfant sur la transmission de la culture... alors que je n'ai cessé d'expliquer que tout mon travail pédagogique consistait précisément à chercher comment mobiliser l'élève sur des enjeux culturels forts ! Vous imaginez que je récuse l'autorité de l'enseignant, alors que j'ai toujours cherché à la fonder [5] ! Vous pensez que je nie l'intérêt des exercices d'entraînement systématique, alors que je cherche comment les rendre vraiment efficaces ! Cela dit, nous avons de vrais désaccords. En matière pédagogique, vous semblez dénier, en effet, cette réalité que les pédagogues se coltinent depuis toujours : il y a des élèves qu'aucune injonction ni menace de sanction ne peut mettre au travail, parce qu'ils ne veulent pas apprendre. Cette « résistance » à notre projet peut engendrer résignation, rejet ou exclusion ; mais elle peut aussi, en articulant le principe d'éducabilité et la confiance dans la possibilité d'un sujet à engager sa liberté d'apprendre, stimuler notre inventivité pédagogique pour offrir à nos élèves les situations les plus variées et mobilisatrices possibles. C'est là, de toute évidence, un point de clivage fort entre nous... Mais nous divergeons aussi sur notre conception du rôle de l'État en matière éducative, sur le métier de professeur, sur l'articulation entre l'école et la société...

Pourtant, nous tenons l'un et l'autre à sauvegarder l'héritage républicain de l'Éducation nationale. Et nous savons que, pour le sauvegarder, il faut le transformer. Mais pas le démanteler !

(...)

Il faut vraiment et radicalement changer de politique... Pas pour cultiver l'immobilisme, mais parce que les défis éducatifs d'aujourd'hui requièrent une mobilisation collective sans précédent. Et pour que nos enfants soient vraiment instruits et formés, démocratiquement, à participer à une société démocratique.

Philippe Meirieu

Notes

[1] Ces prothèses pharmaceutiques et paramédicales, souvent utilisées de manière « sauvage », n'ont rien à voir, bien sûr, avec une prise en charge sérieuse des enfants en détresse pour lesquels les solutions globales font terriblement défaut..

[2] Voir, sur ce sujet, mon intervention : « Dépister ou éduquer, faut-il choisir ? Entre management des différences et pédagogie du sujet » : http://www.meirieu.com/ARTICLES/bruxelles_depister.htm.

[3] Nous avons tenté d'engager ce travail avec Pierre Frackowiak dans notre ouvrage commun : *L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2008.

[4] Xavier Darcos et Philippe Meirieu, Deux voix pour une École, Paris, Desclée de Brouwer, 2003.

[5] Cf. mon texte récent : « Sur quoi fonder l'autorité des enseignants dans nos sociétés démocratiques ? » : http://www.meirieu.com/ARTICLES/maitre_serviteur_public.htm